

JORDANIE

Manifestations contre l'inflation et le gouvernement

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans le calme à travers plusieurs villes de Jordanie pour protester contre le chômage et l'inflation et réclamer la chute du gouvernement.

Environ 8 000 personnes, selon des organisateurs, ont manifesté notamment à Amman, Irbid (nord), Salt (ouest), Karak, Ma'an et Diban (sud), sans qu'aucun incident soit enregistré. La police a dénombré 1 000 manifestants à Amman, et n'a pas donné de chiffre global.

Les rassemblements ont débuté après la prière du vendredi, avec notamment des membres de syndicats et de partis de gauche, au milieu d'une forte présence policière, selon un journaliste de l'AFP. «La Jordanie n'est pas que pour les riches»

«Méfiez-vous de notre faim et de notre fureur», «A bas le gouvernement Rifaï», «Salutations aux Tunisiens libres», ou encore «2011, année des changements dans le monde arabe», pouvait-on lire sur des banderoles brandies par les manifestants. «C'est celui qui nomme les gouvernements qui est le responsable. La lutte contre la corruption commence par la tête», a déclaré à l'AFP un activiste jordanien, l'ancien député Leith Shbeilat. Selon la Constitution, le roi désigne le Premier ministre et décide de son licenciement. Le gouverne-



Les manifestants ont réclamé le départ du Premier ministre Samir Rifaï.

ment Rifaï a été formé en décembre 2009. A Irbid, grande ville du nord, les manifestants ont réclamé le départ du Premier ministre Samir Rifaï (43 ans), scandant : «Samir, va-t-en, la Jordanie est trop grande pour toi».

«Nous protestons contre les mesures gouvernementales arbitraires contre le peuple jordanien (...) qui poussent la nation à la dérive. Notre mouvement est un appel au roi pour qu'il licencie ce gouvernement et le remplace par un gouvernement national,» a indiqué à l'AFP Salem Daifallah, membre du comité des militaires retraités. Nihad Zouhair, du Rassemblement des jeunes démocrates, dit être venu exprimer «la protes-

tation contre les politiques économiques gouvernementales qui appauvrissent les pauvres et enrichissent les riches». Le salaire minimum en Jordanie est de 150 dinars (210 USD), alors que 25% des Jordaniens vivent sous le seuil de la pauvreté (566 USD pour une famille de sept personnes), selon une étude du Conseil économique et social jordanien publiée en 2010. Amman est considérée comme la ville la plus chère dans le monde arabe, selon des études indépendantes.

Les Frères musulmans, première force d'opposition du pays, ont annoncé qu'ils participeraient aux manifestations dans les grandes villes de province, mais pas dans la capitale. Les 14 syndicats professionnels à dominance islamiste, les Frères musulmans, le parti du Front de l'action islamique (FAI, branche politique de la confrérie) et des petits par-

tis de gauche ont, par ailleurs, décidé d'organiser un sit-in demain devant le Parlement pour «dénoncer la politique économique du gouvernement».

Le gouvernement jordanien a annoncé mardi le déblocage de 120 millions de dinars (169 millions de dollars) pour une série de mesures visant à baisser les prix et créer des emplois.

L'annonce de ces mesures est intervenue alors que la grogne monte dans le royaume contre la vie chère et le chômage. Dans un communiqué publié sur leur site internet, les Frères musulmans ont estimé que les mesures gouvernementales ne compensent pas «les dommages causés à la population» et demandé «des mesures globales vers une réforme généralisée». Selon des chiffres officiels, l'inflation a atteint en décembre le chiffre record de 6,1% sur douze mois.

CÔTE D'IVOIRE

Calme à Abidjan après des incidents contre l'ONU

Le calme régnait hier à Abidjan au lendemain d'attaques visant la force de l'ONU, alors qu'une nouvelle médiation africaine est attendue demain dimanche pour tenter de dénouer la grave crise qui oppose Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara.

Le Premier ministre kényan Raila Odinga, envoyé par l'Union africaine, «doit se rendre dimanche en Côte d'Ivoire», a déclaré son porte-parole Dennis Onyango, pour une seconde mission après un voyage infructueux début janvier à Abidjan.

«Cela été vraiment très calme cette nuit», a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat un chauffeur de taxi, habitant le quartier d'Abobo, sous couvre-feu depuis mercredi et jusqu'à la matinée aujourd'hui, comme le proche quartier d'Anyama (nord d'Abidjan). La nuit précédente avait aussi été calme à Abobo, fief de M. Ouattara, reconnu président légitime par la communauté internationale face à M. Gbagbo après la présidentielle contestée du 28 novembre. Le quartier a été le théâtre d'affrontements violents en début de semaine entre des hommes armés non identifiés et les Forces de défense et de sécurité (FDS), loyales au chef d'Etat sortant. Au moins 11 personnes avaient été tuées,

dont sept membres des forces de l'ordre, certains attaqués au lance-roquettes RPG7. «Nous effectuons des patrouilles très prudentes» dans le quartier, a déclaré à l'AFP une source policière. «Cela a été une grande surprise pour les FDS de trouver des citoyens plus armés qu'eux. On sait que des rebelles sont infiltrés à Abobo. Il y a des opérations en cours pour les identifier et les désarmer», a déclaré à l'AFP Ahoua Don Mello, porte-parole du gouvernement Gbagbo. «Si les résultats ne sont pas atteints» d'ici la fin du couvre-feu nocturne fixée à aujourd'hui, ce dernier sera «prolongé», a-t-il ajouté, sans indiquer si des armes avaient été saisies ou non. M. Don Mello a par ailleurs dénoncé les «accusations gratuites» formulées par la force de l'ONU en Côte d'Ivoire (Onuci), qui a accusé «les forces civiles et militaires du camp du président Gbagbo» d'avoir incendié ou endommagé cinq véhicules de l'ONU jeudi à Abidjan. «Il faut avoir un minimum de preuves avant d'accuser. Est-ce que les visages des auteurs des faits sont estampillés Gbagbo ? Il n'y a vraiment aucune preuve», a jugé le porte-parole. Hier, l'Onuci a indiqué à l'AFP avoir effectué une patrouille dans la nuit à Abobo, sans «incident». Le regain de tension de ces derniers jours

démontre la persistance de la crise dans laquelle la Côte d'Ivoire est plongée depuis l'élection du 28 novembre, une crise marquée selon l'ONU depuis mi-décembre par 247 morts, dont des victimes de violences interethniques sans lien direct avec l'affrontement politique. Pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise, le Premier ministre kényan, M. Odinga, est attendu demain dimanche à Abidjan pour une nouvelle médiation. «C'est une bonne initiative. Il est bon que des personnes viennent, écoutent, voient et que l'on puisse échanger pour trouver une solution», a estimé le porte-parole du gouvernement Gbagbo. Pour son homologue du camp Ouattara, Patrick Achi, la venue de M. Odinga se réalise «dans la droite ligne des missions (africaines) précédentes qui consistent à dire : «Nous demandons au président sortant Gbagbo d'accepter le verdict des urnes et de quitter le pouvoir pacifiquement». M. Gbagbo est sous la menace d'une opération militaire, en préparation au niveau de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), s'il ne cède pas le pouvoir à M. Ouattara. La Cédéao a envoyé une délégation dans les pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

ITALIE

Enquête judiciaire sur Berlusconi dans une affaire de prostitution

La justice italienne a annoncé hier l'ouverture d'une enquête contre Silvio Berlusconi pour une affaire de mœurs surnommée «Rubygate», où le chef du gouvernement est soupçonné d'abus de fonction et de prostitution de mineure.

M. Berlusconi est soupçonné d'avoir demandé dans la nuit du 27 au 28 mai 2010 à la police de Milan (nord) de libérer Ruby, une jeune Marocaine, à l'époque mineure qui venait d'être interpellée pour un vol présumé, selon un communiqué du parquet. Il a reçu hier une citation à comparaître du parquet de Milan qui mène l'enquête, à une date non précisée. Cette «nouvelle enquête apparaît tellement absurde et infondée qu'elle ne mériterait même pas un commentaire», ont réagi les avocats du président du Conseil, Piero Longo et Niccolò Ghedini. «Les hypothèses énoncées ont déjà été largement démenties par les témoins et les personnes directement impliquées», ont-ils ajouté dans un communiqué. Les deux défenseurs ont dénoncé «une intromission très grave dans la vie privée du chef du gouvernement sans précédent dans l'histoire judiciaire du pays». Selon le site internet du quotidien *Corriere della Sera*, premier média à avoir donné l'information, M. Berlusconi aurait voulu «cacher le fait d'avoir été client d'une prostituée mineure lors de nombreux week-ends à Arcore», sa résidence près de Milan, «s'assurer l'impunité pour ce délit et éviter que soient connus les détails des fêtes organisées dans sa résidence». Les articles de presse qui avaient révélé l'affaire en octobre citaient des call-girls, décrivant des fêtes organisées dans cette résidence privée du Cavaliere, en présence de jeunes



femmes, rémunérées 5 000 euros la soirée. Circonstance aggravante : des témoignages indiquaient que M. Berlusconi avait appelé directement la préfecture de police de Milan pour obtenir la libération de Ruby. M. Berlusconi a toujours affirmé, tout comme Ruby qui a fêté ses 18 ans le 2 novembre, n'avoir jamais eu de rapports sexuels avec la jeune fille, de son vrai nom, Karima El Mahroug. La police a perquisitionné à Milan les bureaux de proches de M. Berlusconi impliqués dans cette affaire, notamment une conseillère régionale de son parti le PDL, Nicole Minetti, accusée d'incitation à la prostitution, qui avait pris en charge personnellement Ruby lors de son interpellation.

Fin novembre, une ex-call-girl Nadia Macri, 28 ans, avait raconté à des médias avoir participé à au moins trois fêtes dans des villas de Silvio Berlusconi où «il y avait beaucoup de filles», dont certaines «très jeunes». Elle disait avoir été abordée en pleine rue par «le chef des gardes du corps de (l'agent de starlettes) Lele Mora» qui lui aurait dit : «Je connais quelqu'un qui peut changer ta vie... le président» du Conseil. M. Mora et le présentateur vedette, le sexagénaire Emilio Fede, sont aussi visés par l'enquête.